

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 232
VENDREDI 9 JUIN 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

L'augmentation
du gaz ?

Une affaire
de "pression"

La Sécurité Sociale :

UN EDIFICE A REBATIR

LORSQUE nous démontrons que la classe ouvrière est capable de gérer — elle-même — ses œuvres, les parlementaires et bureaucrates syndicaux nient ces capacités. Mais lorsqu'il s'agit de requérir ses suffrages, alors là on lui reconnaît une clairvoyance que chacun se dispute.

Les élections du 8 juin vont sanctionner cette règle. La vaste campagne de propagande déclenchée par les partis et syndicats indique l'importance qu'ils attachent à cette « consultation populaire ». Il s'agit beaucoup plus pour eux de compter leurs forces plutôt que de transformer une institution que les méthodes dont elle est inspirée suffisent à condamner. Aussi chacun des concurrents tend à prendre le pas sur l'adversaire. La bataille du référendum est engagée et les états-majors font assaut de démagogie. Dans cette compétition la C.G.T. stalinienne est certainement la plus habile. Mais, toutefois, on serait en droit de demander à Henri Reynaud pourquoi il ne défend pas ce « superbe » programme quand il siège à la F.N.O.S.S. en qualité de président ? Il est pour le moins étrange qu'il n'ait pris soudainement conscience des intérêts des usagers que lorsque ses supérieurs du « parti » le flaquèrent sur le paillasson. Faut-il en déduire que la campagne de la C.G.T. aurait été compromise par quelques années de médiocre gestion si, opportunément, Reynaud n'avait démissionné pour présenter un programme plus hardi, plus « socialiste » sur lequel nous reviendrons plus loin (1).

Outre le fait que les élections de juin vont permettre aux syndicats politisés de mesurer l'influence des partis adverses, la Sécurité sociale est pour eux un moyen économique de faire entretenir leurs nombreux permanents. Ce n'est pas Moscou ou Washington qui paie, c'est la Sécurité sociale.

Il nous paraît utile de dénoncer le caractère étatique de la Sécurité sociale d'une part et d'autre part son incompatibilité avec le véritable mutualisme.

Les promoteurs de la S.S., A. Croizat parmi les plus acharnés, affirmaient sans ironie qu'elle réalisait la gestion mutualiste à l'échelle nationale et qu'ainsi cette conquête avancée réalisait, avec les nationalisations, la marche vers le socialisme. Pourtant l'intervention de l'Etat dans ce domaine ne peut échapper aux observateurs avisés. En effet ce ne sont pas les travailleurs ou leurs représentants qui disposent des fonds, mais le gouvernement qui peut en user à sa guise. Et soyons persuadés que c'est rarement sinon jamais dans l'intérêt des usagers.

D'autre part si les cotisations des travailleurs sont obligatoirement prélevées sur leurs salaires, il n'en va pas de même pour les cotisations des employeurs lesquels doivent à la S.S. la respectable somme de 50 MILLIARDS. Si l'Etat et avec lui l'administration de la F.N.O.S.S. savent user de leur autorité contre les usagers, les méthodes diffèrent quand il s'agit d'individus dont on peut craindre l'influence politique. Aussi n'a-t-on pas hésité à refuser d'indemniser les « petits risques » alors que rien d'effectif n'a été entrepris pour récupérer les 50 MILLIARDS DUS PAR LE PATRONAT. Et c'est là la triste réalité de cette institution. Selon que vous serez ingénieur ou femme de ménage, les prestations seront plus ou moins élevées. Bien mieux, il y a quelques mois, une loi permettait aux cadres de racheter leur part pour obtenir une retraite, alors que ce droit est refusé à tout autre ouvrier. Et personne, pas même les valeurs célestes, n'a protesté contre cette iniquité. Il n'y a donc rien de comparable entre le mutualisme auquel nous sommes attachés et la Sécurité sociale.

(1) En 1933, Henri Reynaud, pilier de la C.G.T.U., dénonçait les « Assurances Sociales » comme étant un dangereux système policier.

(Suite page 4, 1^{re} col.)

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 600 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre
25 francs et la dernière bande

LES TRUSTS DE L'ELECTRICITE IMPOSENT :

100 % d'augmentation du gaz

DELENCHANT une nouvelle offensive éclair contre le consommateur, le gouvernement vient de décider une hausse immédiate du prix du gaz.

Cette hausse, annoncée par le Journal Officiel, prendra effet sur les chiffres de consommation relevés d'aujourd'hui et se fera par paliers, pour atteindre, à Paris, son maximum : 75 % en janvier 1951. Dans certaines régions l'augmentation atteindra même 100 %.

Le nouveau prix, applicable dès maintenant, est de 14 francs 75 le mètre cube, auquel il faut ajouter 1 fr. 50 de taxe, soit 16 fr. 05 (au lieu de 11 fr. 88 à Paris).

Au 1^{er} septembre, nouvelle augmentation : 17 fr. 60 plus 1 fr. 50, soit 18 fr. 90.

Enfin au 1^{er} janvier 1951, le prix du mètre cube sera porté à 20 fr. 50 plus 1 fr. 30, soit un total de 21 fr. 80.

Si l'on se rappelle que le tarif était de 1 fr. 30 en 1939, on arrive au coefficient 16,5 pour la Seine (et non 14 comme le prétend une déclaration officielle).

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Electricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de l'E.D.F.

Or, ces trois résultats ont été atteints : le 5 mai M. Fauvel, ministre

de l'Industrie et du Commerce, fait connaître par la voix de son collaborateur P.-H. Teitgen, ministre M.R.P., les faits suivants :

« M. P.-H. Teitgen a rappelé que le décret initial du 22 juin 1946 avait été publié « sans une suffisante matura-

tion ». (C'est le moins qu'on puisse dire !)

« Après quatre ans d'expérience, a-t-il dit, quelques graves défauts se sont révélés. Le plus important, auquel il importe de remédier sans plus attendre, concerne les relations hiérarchiques des directions, des cadres et du personnel.

« Les commissions du personnel, instituées par le décret antérieur, étaient dotées d'un pouvoir de décision en des matières où les conseils d'administration — dans lesquels le personnel est d'ailleurs représenté — et, à leur tour, les directions générales, ne pouvaient être dessaisies de la compétence du « dernier mot » sans que leur autorité en fût gravement compromise.

« D'autre part, en matière de discipline et d'avancement les commissions possédaient des pouvoirs qui, en raison du manque de souplesse de leur composition, conduisaient à faire juger le supérieur par l'inférieur.

« Le décret qui a été adopté ce matin par le Conseil, a souligné M. P.-H. Teitgen, remédie à ces défauts sans porter par ailleurs aucune atteinte aux avantages sociaux prévus par le statut en faveur des personnels du Gaz et de l'Electricité.

L'Equipe Electricité commentant ces faits conclut : « On espère que le personnel comprendra quant à lui, qu'il n'a rien à gagner l'anarchie ! » Le 2 mai, M. Dessus, chef des Services commerciaux de l'E.D.F. annonce l'aménagement indicatif des tarifs.

Le 1^{er} juin la hausse de 100 % sur le gaz est rendu publique.

Camarades prolétaires, point n'est besoin d'explications supplémentaires pour comprendre ce qui s'est passé entre ces messieurs du Patronat et de l'Etat pour être convaincu que dans le système capitaliste les travailleurs feront toujours les frais des super-bénéfices du patronat et pour avoir la volonté de s'organiser puissamment pour renverser le système de coalition Capital-Eglise-Etat. Avec les anarchistes qui sont les seuls à présenter face à la confusion sociale « un remède qui ne soit pas pire que la maladie ! »

Charles DEVANÇON.

POUR LES JEUNES :

La prison ou la mort

E 8 décembre 1949, trois jeunes anarchistes manifestent à Gènes, devant le consulat franquiste.

Résultat ? LA PRISON :

« Ont été traduits en cour d'assises par le juge d'instruction les nommés Gaetano Busico, 26 ans, Eugenio De Lucchi, 21 ans, et Gaspare Mancuso, 27 ans. Ils sont accusés de violences privées, de résistance à la force publique, de port d'armes et détention d'armes prohibées, ainsi que de destructions dans l'immeuble du consulat ».

Le 25 février 1950, Raymond Dien, en gare de Saint-Pierre-des-Corps, s'oppose en se couchant sur la voie au passage du train 6.117, formé d'une rame de 12 wagons transportant des chars militaires à destination du 2^e régiment de cuirassiers à Angoulême. Le jeudi 1^{er} juin, elle est condamnée par le Tribunal militaire de Bordeaux.

Résultat ? Un an de prison (ferme).

Le 15 mai, Pierrot Frange, sympathisant libertaire et abondantiste, meurt des suites de la tuberculose, dans sa chambre de la rue Tournier, en plein Quartier Latin. Pierrot suivait les cours des Beaux-Arts, tout en travaillant dans un bureau pour gagner sa croûte. Or, d'après la loi du 23 septembre 1948 et le décret du 15 février 1949, les étudiants admissionnistes des Beaux-Arts ne bénéficient pas de la Sécurité Sociale.

Pierrot fut donc « soigné » par un soi-disant médecin recommandé par des amis.

Résultat : la mort.
C'est tout, mes camarades.

C. D.

Le problème asiatique

Une conférence régionale asiatique s'est tenue à Ceylan du 16 au 27 janvier 1950.

Les diverses libérations politiques du joug colonialiste ont été enregistrées et les problèmes d'industrialisation des territoires soulevés.

Les masses grouillantes de l'Asie vivent dans l'extrême misère, décimées par le paupérisme et les fléaux naturels.

Alors, cette conférence a parlé de développement économique et de ré-

formes sociales. Elle a dressé des plans, fait des rapports et les 59 délégués représentant treize pays d'Asie, ainsi que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni se sont séparés.

Ce qui se passe aujourd'hui en Asie était il y a un peu plus d'un siècle la vie du travailleur européen.

A cette époque aussi des rapports faisaient part du paupérisme, de l'extrême mortalité infantile, des ravages de la tuberculose, des taudis où dans une cave humide sans feu, ou dans une seule pièce vivait pêle-mêle, couchée dans le même lit, toute une famille.

Après la première phase cruelle de l'industrialisation, des luttes insurrectionnelles opiniâtres ont permis que la 2^e phase s'humanise.

L'histoire va se répéter pour l'Asie. Avant l'industrialisation poussée, on commence à faire des rapports sur les conditions de vie de l'Hindou, du Chinois, de l'Indonésien.

Il est question de réglementation du travail comme on en parlait en Europe vers les années 1832-1889.

Comment développer le bien-être des travailleurs ? Comment développer le mouvement coopératif en Asie ? C'est cela qui a préoccupé les porte-paroles des hommes d'Etat.

La nécessité d'enquête sur les salaires agricoles fut décidée. Le rapport

(Suite page 2, col. 3.)

AVIS IMPORTANT

Le C. N. issu du récent Congrès de la F.A., organise pour le jeudi 8 juin 1950, à 17 heures, une Conférence de Presse, à la Maison de la Presse, 35, rue du Louvre.

Compte rendu sur les travaux du Congrès : position de la F.A. sur les problèmes de l'Action Ouvrière et de la Paix.

(Suite page 2, col. 1.)

Bataille de l'Enseignement

LES ELUS DU PEUPLE

Il est un fait que nos adversaires sont obligés de reconnaître : il s'agit du bien-fondé de toutes nos critiques à leur égard. De tous temps, notre mouvement a pris soin d'établir et de conserver une précieuse documentation, constamment remise à jour, et qui nous permet, le cas échéant, d'étayer les accusations que nous formulons et de préciser le rôle que nous-mêmes ou d'autres ont joué dans telle ou telle circonstance.

Aussi, à l'heure actuelle, sommes-nous à même de préciser à nos lecteurs les positions adoptées par différents députés, aussi vertueux les uns que les autres, au cours du récent débat de l'Assemblée Nationale, sur le projet de réduction des crédits de l'Education Nationale. Au cours de la séance du 30 mai, consacrée à la discussion d'urgence d'une proposition de résolution effectuée par M. Deixonne (soc.), nous avons pu noter quelques paroles prononcées par les élus du peuple, paroles que nous demandons audit peuple d'apprécier. Le débat commence par une intervention de Mme Lempereur (1) qui défend généreusement « la France ». Malheureusement pour elle, une certaine « maladresse » lui fait découvrir le fond de sa pensée, et il apparaît clairement que Mme Lempereur défend surtout le système capitaliste et étatique, qu'on en juge :

« Refaire la France ? Oui... Refaire la France, c'est mettre chacun à sa place, en ayant donné à chacun le moyen de prendre conscience de son rôle dans la société... »

A une politique de natalité il faut joindre, une politique scolaire... Il s'agit, sur le terrain de la réformation morale de notre pays, d'offrir à notre jeunesse de saines distractions en même temps de lui donner conscience de ses devoirs et de ses « destinées, au lieu de la laisser s'abandonner à des préoccupations (2) et à des divertissements, qui n'ont rien à voir avec notre objectif à nous, « représentants d'une éducation nationale ».

Cependant, en avril 1949, lors de la discussion sur les 425 millions de francs d'abatement, le ministre lui-même, M. Yvon Delbos, déclarait, avec beaucoup de conscience et une

parfaite honnêteté, j'en suis persuadé :

« La direction du premier degré, comme c'est son devoir, fait une enquête sur la population scolaire de toutes les écoles à faible effectif, pour rechercher les causes de cet état de choses et essayer d'en réduire la nocivité. Mais il n'est nullement dans ses intentions de supprimer ces écoles. Le ministre de l'Ecole nationale sait bien que si l'instruction est obligatoire pour les enfants, elle l'est aussi et même davantage pour l'Etat, et que nous n'avons le droit de refuser l'instruction à aucun des enfants de France. »

Je suis convaincue, en raison d'abord du comportement de M. Yvon Delbos, ministre de l'Education na-

(Suite page 2, col. 5.)

L'ANGLETERRE face au combinat Schuman

Si le « Pool » de MM. Schuman et Monnet, auquel viennent d'adhérer six puissances : France, Allemagne, Italie, Belgique, Luxembourg et Pays-Bas, devient une réalité, la position actuelle de l'Angleterre marquera une date dans l'histoire européenne. Le Royaume-Uni, après une dizaine de jours de discussions plus ou moins byzantines avec la France, a déclaré qu'il ne pouvait s'associer à ce projet de la mise en commun des industries du charbon et de l'acier du continent.

La première raison officielle de ce refus a été l'ignorance dans laquelle tout le monde se trouve quant à la composition de la future autorité supranationale dont le rôle sera d'organiser, de gérer l'ensemble de la production métallurgique d'Europe. La seconde, officielle celle-là, est la difficulté sinon l'impossibilité d'associer des industries nationalisées, la sidérurgie anglaise par exemple, et des industries de type capitaliste. La troisième est le refus de remettre en question la

politique intérieure anglaise, de compromettre le plein emploi et les avantages de la classe ouvrière anglaise par un nivellement au niveau le plus bas des salaires, résultat pouvant être provoqué par la péréquation des prix de revient.

L'autorité supranationale

M. Shuman avait précisé : cette autorité ne devra pas être l'émanation d'intérêts privés ni un organe du gouvernement, bâtissant ainsi l'organisme futur sur une négation. Or, toute la question est de savoir qui seront ceux appelés à prendre en mains la direction de la formidable entreprise. Des « syndicalistes » ? Des militaires ? Des techniciens ? Des hommes d'Etat ? D'où viendront-ils ? De chaque pays intéressé, sans doute ? Mais dans chaque pays, qui le nommera ? D'autre part, quelle sera la politique suivie par cette autorité en matière de production ? S'inspirera-t-elle de la conjoncture mon-

1. Députée S.F.I.O. du Nord.
2. Souligné par nous.

LES RÉFLEXES DU PASSANT



La Mère

et marcher en silence, on les verrait passer pendant des années. Pendant des années le deuil coulerait, flot ténébreux incrusté de millions et de millions de faces blanches.

Si toutes pouvaient d'un seul coup enlever : Mon enfant ! même la pierre des tombes en tremblerait, et les arcs de triomphe s'écrouleraient.

Si toutes les mères qui ont donné la vie pour nourrir la mort se dressaient en accusatrices, tous ceux qui commandent aux peuples seraient des criminels.

Si toutes les mères, celles de France, celles d'Afrique, celles d'Indochine, celles de la Russie, celles des Amériques, celles de partout, qui ont nourri, choyé, aimé, veillé sur le petit d'homme afin qu'il soit un jour un homme que d'autres hommes ont torturé, déshonoré, pouvaient dire ce qu'elles éprouvent, le Président de la République n'aurait pas pu jouer avec des petits enfants.

Et la fête des mères, la fête des ventres pleins de futurs soldats n'aurait jamais scellé la douleur des mères qui pleurent devant le portrait du fantassin à jamais enfoui dans les sinistres ossuaires.

OLIVE.

Sur le cadavre de leur enfant, combien de mères ont été pétrifiées de douleur ? Combien ?

Combien de mères ont attendu des mois, des mois, des années parfois que revienne celui qu'elle avait conçu. Combien ?

Combien de mères ont retiré des décombres brûlants les restes torturés de leur bébé ? Combien ?

Si toutes elles pouvaient se lever et se grandir à la hauteur des effroyables crimes, la terre entière serait drapée de deuil. La terre entière serait noire, le ciel lui-même s'éteindrait. Il ne resterait rien qu'un infini sanglot.

Si toutes elles pouvaient se réunir

Le combinat Schuman

(Suite de la première page)

L'Angleterre

On veut établir une différence entre l'Union Européenne et le Pacte Atlantique, distinguer entre l'impératif stratégique et la renaissance économique. En fait, rien ne

La S.F.I.O.

(Suite de la première page)

Elle n'a même plus la force de trahir, sur le marché des compromissions, elle s'offre gratuitement dernier moyen de justifier son emploi. Dans l'arène sociale la S.F.I.O. ne tient même plus un rôle de figurants, elle est un décor que l'on plante ici ou là, selon les nécessités de la mise en scène. Et l'on dirait que ses chefs acceptent tout cela comme faisant partie de « l'évolution » normale du parti. Ils ont atteint un rare degré de sénilité. Ils ne s'aperçoivent même pas que leur politique — si l'on ose dire — équivaut purement et simplement à une gâterie obstination qui finira sûrement par dégoûter leurs derniers militants de base.

La S.F.I.O. illustre on ne peut mieux ce qu'est la social-démocratie, et l'inévitable impuissance appelée à frapper tôt ou tard tout mouvement, tout parti qui accepte de composer avec les institutions actuelles. Mais ce qu'il y a de plus grave, c'est l'exploitation, parfois inconsciente parce que résultat de servitudes politiques, de la grande pensée socialiste, espoir qui soulève le monde ouvrier, ce monde qui aujourd'hui s'interroge et cherche douloureusement sa voie.

Pourtant, le socialisme, jaillit des profondeurs humaines, ne peut pas mourir.

La pensée libertaire et la force révolutionnaire provoqueront son avènement tôt ou tard.

Jean CLARI.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{re} REGION
LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laureys G., 80, rue Francis-Perron, à Fives-Lille (Nord).

2^e REGION
PARIS-5^e (Groupe Sacco et Vanzetti). — Palais de la Mutualité (Métro Maubert-Mutualité). Les militants du groupe sont informés qu'une réunion se tiendra à 20 h. 30, précises le vendredi 9 juin. Présence de tous, s.v.p.

PARIS-14^e. — Réunion : les camarades du groupe sont invités au local habituel, le mercredi 24, à 20 h. 30 Congrès national.

PARIS-15^e. — Le groupe se réunit les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 45, salle du P. S., 31, rue du Général-Berret, métro Vaugirard.

GRUPE LOUISE-MICHEL, Paris (18^e). — Jeudi 8 juin, à 21 heures, réunion, rue Trinité. Compte rendu du Congrès. Présence indispensable.

PARIS-18^e (Michel Bakounine). — Renseignements et adhésions, écrire à R. Joulin, 17, rue du Poteau, Paris-18^e.

PARIS-19^e (Camille Berneri). — Réunion des militants vendredi 9 juin, à 20 h. 30, local habituel.

LEVALLOIS-EN-VILLES, PARIS-17^e (groupe Durruti) 2^e et 4^e mercredi, au « Vieux Normand » (face métro Rome), à 21 heures. Mercredi 14 juin, réunion RESERVE à nos militants et aux adhérents de la F. A. (Rapports du Congrès par les délégués de notre groupe). Mercredi 28 juin, réunion ouverte aux sympathisants.

MONTREUIL. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris. Métro : Robespierre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, BOUGIVAL ET ENVIRONS. — Sympathisants désirant adhérer au groupe F.A. sont invités à écrire à P. Cardé, 5, quai Boissy-d'Anglas, Bougival (S.-et-O.), en vue d'acquiescer notre action dans cette région.

5^e REGION
MACON. — Groupe Germinal. Nous informons tous les militants, sympathisants du Mouvement Libertaire, que le groupe a repris son activité. Les camarades désirant participer à son action sont priés de s'adresser à Chauxroux Marcel, à Pierrelais (Saône-et-Loire).

3^e REGION
LYON-CENTRE. — Le samedi 10 juin, à 16 h. 30, compte rendu du Congrès National par le délégué au Congrès. Tous les militants se feront un devoir d'être présents.

sépare ces deux entités, l'Europe étant étroitement soumise aux U. S. A. par la puissance de servitudes économiques et partant politiques et militaires. Or, si l'Angleterre refuse de s'associer à un projet visiblement destiné à regrouper les puissances occidentales, à leur donner une arme industrielle à la hauteur de la stratégie mondiale, c'est sans doute qu'elle refuse d'aliéner son indépendance au profit des U. S. A. dont « l'Autorité supranationale » sera l'homme de paille. Et sa politique séculaire vis-à-vis de l'Europe dont elle veut demeurer l'arbitre, ses craintes de l'Allemagne dont elle prévoit la redoutable concurrence l'incite à se tenir à l'écart d'un organisme ou son influence ne serait forcément pas supérieure à celle du Bénélux. En outre, sa liberté d'action lui offre la possibilité de devenir l'associée des U. S. A. dans l'exploitation à des fins militaires et commerciales d'une Europe vouée à l'allégeance vis-à-vis des anglo-saxons.

Dans le « Libertaire » du 19 mai déjà nous avions écrit que l'Angleterre ne modifierait pas son attitude dans le sens désiré par les U. S. A. Les événements nous ont donné raison. Aujourd'hui, certains informateurs émettent l'avis que M. Bevin s'oppose à porter atteinte à l'édification travailliste et que l'on ne voit pas la possibilité d'associer des industries étatiques et privées. A quel on peut répondre que ce prétexte ne tient pas, puisqu'il s'agit des industries charbonnières et sidérurgiques de l'Europe, et qu'en France, les houillères sont nationalisées. Certes, des difficultés se feront jour entre les représentants de l'Etat et du Capital. Mais nous savons par expérience qu'au long temps que le premier ne porte pas atteinte aux intérêts du second (et il ne l'a jamais fait) un accord est toujours possible. Et dans les circonstances actuelles, cet accord sera facilité par la similitude des intérêts en présence, car il va s'agir on ne peut plus en douter, d'une

Les contes du "Lib"

Tout avait disparu : monts et vallées et nuages brisés par les souffles bruyants. Formes noires et vagues, formes dures et aigües, têtes d'hommes aux regards fixes, serpents sifflants, oiseaux de nuit au vol feutré, cadavres blancs et abîmes sans fond et sommet engoulants par des cieus écrasants. Oui, tout avait disparu.

On attendait quelque chose.

D'abord ce fut un point, un point aussi petit qu'une tête d'épingle qui se planta au loin et qui devait être énorme puisque de toutes parts on le voyait parfaitement. Puis, d'un coup, foudroyant, il remplit tout l'espace et se figea. Mais ce n'était plus un point ! C'était une main molle et noire dont chaque doigt, lentement se mit à grandir, à grandir encore ! Puis, la paume s'élargit démesurément, et on ne vit plus rien qu'un espace funèbre planté de noirs chemins que les horizons bas avalaient calmement.

L'homme, étonné, regardait ces déploiements étranges et ne comprenait pas. Et de nouveau, une indicible attente pesa sur cet univers sans ciel, sans étoiles, sans matière.

Soudain, des profondeurs hostiles, au bout de chaque doigt jaillit un mot formé de lettres gigantesques. Ils étaient éclairés par des fluorescences nées mys-

production accélérée de matériel de guerre.

L'attitude de l'Angleterre en ces circonstances, procède de la volonté impériale. Depuis qu'ils sont au pouvoir, les travaillistes ont suffisamment démontré qu'ils ne céderont rien à leurs devanciers dans la lutte pour le rétablissement de la suprématie britannique fortement entamée par l'expansion américaine. Le rôle qu'ils ont joué en Palestine, en Chine, en Malaisie, leur politique à l'égard de Franco, celle qui inspire leur action vis-à-vis des travailleurs anglais soumis à la volonté des syndicats gouvernementaux, témoignent d'une ligne de conduite politique et sociale diamétralement opposée à celle qui pourrait garantir la paix extérieure et intérieure.

Aujourd'hui l'Angleterre s'isole du concert européen surtout pour échapper à la domination américaine et pour pouvoir devenir l'arbitre entre l'Europe et les U. S. A. Sa situation stratégique, sa richesse industrielle lui en donnent la possibilité.

térieusement et déployaient les rougeurs des incendies lointains. Comme autant de brasiers ils se dressaient menaçants, et leurs troubles lueurs violaient le calme noir, s'avancèrent pour mourir avec des soubresauts livides jusque dans les replis les plus dissimulés.

« Enormes et tout-puissants, ornés de croix d'acier qui portaient des cadavres, ils se multipliaient sans bruit, plantant les crépes froissées leurs piques acérées. Partout, devant derrière, à sa gauche, à sa droite, l'homme voyait se dresser le mot : Crime !

« Ce n'est pas moi ! Ce n'est pas moi !

Il se débattit, se tordit sur sa couche moite. En vain !

Le crime était en marche. Derrière lui des formes humaines prenaient corps, de-ci de-là. Elles surgissaient des nappes fuligineuses, se rejoignaient et suivaient en silence. L'homme était parmi elles, résigné, attentif. On allait-il ? On allait tout ce qu'il ne connaissait pas et qui l'entraînaient irrésistiblement ? Et pourquoi était-il là ? Pourquoi ? Et ces mots, ces mots terribles maintenant disparus, quelle main accusatrice les avait si cruellement formés ? Mais tout était question : la foule endeuillée et cette ville étrange dans laquelle elle se mouvait, les pas silencieux, les pierres insonores, les lumières captives et voilées de crépe.

Peu à peu, la foule se fit plus dense. Elle devint opaque. Une même respiration soulevait en un rythme identique les poitrines crispées, les pas étaient les mêmes et le balancement des hanches ne formait plus qu'un roulement comme une immense vague qui se creuse et se gonfle alternativement. L'homme était noyé dans cette mer humaine qu'une force souveraine poussait tranquillement vers un but inconnu.

C'est alors que les maisons s'abaissèrent, devinrent minuscules, lointaines et disparurent et que des amas vagues boursofflèrent les horizons bornés. C'étaient des ruines froides baignant dans le halo d'une clarté verdâtre, des clochers renversés et des cubes de pierre mordus, déchiquetés par des gueules de fer, des arceaux fracassés, des charpentes d'acier tordues et inutilisées, des monceaux de gravats et des pans de murailles découpés en zig-zag et des piliers branlants se dressant comme autant de doigts accusateurs.

De temps à autre le tonnerre assourdi des lourds écroulements roulait comme un sanglot et creusait le silence.

La foule marchait, marchait toujours. Les regards étaient vides et vides les cerveaux et les jambes formaient un immense ciseau que la frange mouvante de mains nues ourlait à l'infini. Les faces et les mains se frayaient un chemin dans l'innomable nuit.

Dociles, les ténèbres s'ouvraient devant le flot vivant, s'élargissaient et se trouvaient en autant d'alvéoles où venaient se loger les faces pâles et alignées

comme autant de trophées plantés sur d'invisibles piques.

Enfin, la marche cessa, les foules se figèrent, silencieuses, passives et couvrirent un espace sans fin et sans commencement. Et encore une fois, l'attente noua les gorges et glaça les regards. De la nuit flasque et impénétrable devait surgir on ne savait trop quoi, quelque chose sans doute de prodigieux qui les dépasserait tous, les subjuguait.

Quelques lueurs éclatèrent. Elles revinrent, se multiplièrent, s'accrochèrent, unirent leurs lignes, leurs flaque, leurs rayons, grandirent, se développèrent et mangèrent un énorme morceau de ce monde abandonné du ciel et de la terre. Lentement, avec précaution, dans l'incendie qui maintenant déployait de bleus de pourpre, des draperies dressées ou en haillons, des formes monstrueuses se découpèrent en silhouettes noires.

C'était la fresque du crime. Mornes et accusateurs les suppliciés par millions émergeaient. Des ventres, que fixaient des têtes sans yeux, s'ouvraient. Des mains sans doigts, des bras sans mains, des corps sans bras et des têtes sans corps, des plaies énormes, des bouches fracassées s'alignaient à l'infini, suspendus, accrochés ou pendus à des fers ou jetés sur les buissons ardents des barbelés rouillés.

Malgré l'épouvante et malgré l'angoisse une curiosité atroce poussait la foule vers ces dépoüilles misérables et lentement, comme une vague énorme, elle avançait vers la fresque qui reculait en sensiblement. A ce moment un bruit sourd, un bruit qui semblait venir de tous côtés, un bruit ouaté et puissant se forma, puis se dédoublait. Et deux coups scandés rythmiquement envahirent les espaces. Les hommes au son de ce tam-tam étrange cadencèrent leur pas. La fresque reculait toujours, mais était

perpétuellement présente. Tam-tam ! Tam-tam ! Qu'est-ce que cela pouvait bien signifier ? D'ailleurs ce n'était plus, déjà, le même bruit. Il avait diminué, diminué et pourtant tout le monde l'entendait et tout le monde comprenait !

Ce n'était plus un bruit. C'était une voix qui parlait à chacun en particulier, qui se collait à chaque oreille, qui enfongait dans chaque cerveau ces deux syllabes : « C'est toi ! C'est toi ! » Et les hommes se courbaient, pliaient, étaient écrasés par cet infernal : « C'est toi ! C'est toi ! — Non ! Non ! — Si ! Si ! C'est toi ! C'est toi ! » Puis venaient des commandements, des ordres : « Marche ! C'est toi ! Crève ! C'est toi ! Expie ! C'est toi ! »

Pourtant tous étaient innocents et tous acceptaient le châtiement. « C'est toi ! C'est toi ! » Et un petit bruit de gretot se fit entendre. Un ricanement. Qui ricanait ? Qui ricanait ? « C'est toi ! » Le gretot sonnait, sonnait, sonnait encore plus fort, tellement fort que ce n'était plus un gretot mais une sonnerie formidable, énorme, lumineuse.

*

L'homme ouvrit les yeux et fixa le plafond pendant un long moment. Sept heures ! Il fallait se lever. Comme il allait faire bon dehors, comme il allait faire bon respirer goulument, profondément ! Déjà, à travers les persiennes, inquisiteur, le soleil fouillait la chambre... La joie existait encore malgré tout, malgré...

L'homme bondit du lit, arracha la fenêtre, repoussa violemment les volets. La lumière chaude et magnétique éclairait le monde grouillant de vie et d'espoir.

L'homme éclata d'un rire puissant et frais comme un torrent et les bras et cria : « Ce n'est pas moi ! »

ERIC ALBERT.

LES ELUS DU PEUPLE

(Suite de la première page)

tionale, et aussi des conversations que j'ai eues à plusieurs reprises avec lui, que c'est là véritablement le fond de sa pensée, et je dirai presque l'un de ses objectifs essentiels dans l'accomplissement de sa mission ; mais encore faut-il que nous l'aidions à atteindre cet objectif.

Nous pourrions demander au peuple ce qu'il pense de la « politique de natalité », du « chacun à sa place » et du « soutien au ministre », préconisés par Mme Lempereur.

Mais nous n'oublions pas l'intervention de M. Deixonne pour autant. Cet « élu » qui termine sa péroraison par : « C'est pourquoi, Monsieur le Ministre, nous sommes venus vous dire que nous sommes solidaires de vous dans la lutte que nous savons être la nôtre... », etc.

Roger Faraut, au nom du groupe socialiste, ose, lui, mettre les points sur les i (et les pieds dans le plat) :

« Le groupe socialiste entend répondre tout de suite à la question de principe qui se trouve posée. »

Ou bien l'Etat estime que les activités physiques, sportives et culturelles doivent être abandonnées à des initiatives privées, que les colonies de vacances, les maisons de jeunes, les auberges de la jeunesse, les mouvements d'éducation populaire doivent échapper non seulement à sa direction, mais à son contrôle, et alors l'Assemblée et le Gouvernement peuvent accepter d'un cœur léger les économies de quelques centaines de millions de francs qui leur sont proposées.

Ou bien au contraire l'Etat admet le rôle nécessaire et bienfaisant que ces activités doivent jouer dans la vie nationale et reconnaître qu'il a le devoir de s'intéresser à la formation physique, civique et morale des jeunes Français, au même titre qu'il a pris en main leur éducation intellectuelle, et dans ce cas il doit assurer les moyens de remplir efficacement cette tâche.

Nous pensons qu'un gouvernement républicain ne peut accepter que le second terme de cette alternative.

Or, le ministre Yvon Delbos (4), refuse de discuter ces économies et ce ne sont pas les glissements de Thiamier (stal.) qui le font changer d'avis. Mais il le concède néanmoins à rassurer (en paroles), les députés éplorés.

L'argumentation du ministre consiste à se retrancher derrière l'autorité gouvernementale et il affirme que la Commission des Economies mérite « sinon d'être écoutée du « moins d'être entendue » (!) et il « déclare :

« Je n'ai pas à défendre ici devant vous où à combattre les propositions ou les suggestions, les avant-propositions ou les avant-suggestions de la Commission Nationale des Economies, qui a un caractère consultatif. Ces propositions n'ont pas encore été entérinées par le Gouvernement et celui-ci ne peut en prendre la responsabilité devant vous. »

Mais je puis dire que, comme M. Barangé, j'ai fait la distinction entre les économies possibles et celles qui ne le sont pas. D'autre part, j'ai bien entendu, déclaré devant la Commission qu'il y a deux domaines : celui de la pédagogie et celui des économies, ainsi que l'ont souligné d'autres orateurs.

C'est clair, net et « rassurant », surtout. Toujours est-il que la discussion est renvoyée « à une date ultérieure ». Sans doute, les bonzes syndicaux vont-ils s'employer à rassurer leurs ouailles qui, nous le savons, commencent à s'impatisser.

Seulement, il est parmi les instituteurs, de redoutables agitateurs qui entretiennent de coupables relations avec une certaine Commission Liberaire de l'Enseignement. Que veulent-ils ?

Ils proclament que les 420 milliards dépensés pour la guerre d'Indochine auraient pu servir à construire des écoles et à sauver des enfants de la maladie, de la misère, de la prison et de la mort.

Ils démontrent que tous les députés figurent parmi les assassins et qu'ils poursuivent leur rôle de fossoyeurs de la liberté et de la vie ; 65 milliards ne viennent-ils pas d'être attribués à la Police (5).

Ils appellent le peuple à organiser la lutte pour une Education digne de ce nom. Pour le peuple et sous son contrôle.

Charles DEVANÇON.

Informations. — Le mercredi 31 mai, avait lieu, rue Milton, à Paris, une réunion de protestation contre les projets de l'Education. Les orateurs étaient MM. Adler, professeur à Condorcet et Senez, secrétaire du S.N.I. Un de nos camarades intervenant dans la discussion et l'expression de nos idées, rencontra un accueil favorable aux idées du Public. La diffusion du « Libertaire » vendue à la sortie de la réunion, s'en ressentit ! Et l'action continue.

Commission Libertaire de l'Enseignement (C.N.F.A.)

REFERENDUM

Appel est fait aux camarades éducateurs, étudiants et parents d'élèves pour répondre à ce référendum et le diffuser dans tous les milieux intéressés :

1^{re} question : Que pensez-vous des projets de réduction sur les crédits de l'Education Nationale ?

2^e question : Etes-vous prêts à vous associer à la « Grève des examens » à tous les degrés de l'Education et à soutenir activement cette action ?

3^e question : Quelles autres formes d'action préconisez-vous ?

4^e question : Quelle que soit votre position, désirez-vous être tenu au courant des événements par la Commission Libertaire de l'Enseignement (C.N.F.A.) ?

Adressez les réponses à la Commission Libertaire de l'Enseignement : Le Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris X^e.

3. Député S.F.I.O. du Tarn.

4. Voir « Parole de Ministre », Libertaire du 27-5-50.

5. Budget du Ministère de l'Intérieur : 15 milliards de plus qu'en 1949.

15 milliards de plus qu'en 1949.



Abonnez-vous

Nom :
Prénom :
Rue : No.
Lieu :
Département :
déclare souscrire un abonnement à Libertaire pour une durée de

6 mois (1) 250 fr.
1 an (1) 500 fr.

et vous adresse ce jour un mandat n° votre C.O.P. 5561.76 Paris, Robert Joulin.

(1) Barrer la mention inutile.

Le problème asiatique

(Suite de la 1^{re} page)

qui en résultera fera pâlir le rapport du Docteur Villermé (1).

De tout cela doit sortir une organisation de la main-d'œuvre et un développement des services de l'emploi et de la formation, mais les délégués ont souligné qu'il ne saurait être envisagé de codifier le travail autrement que par une législation NON METROPOLITAINE.

Ce qui signifie qu'avant longtemps, les travailleurs de l'Asie ne pourront avoir les droits dont bénéficie le travailleur européen :

représentation dans le Comité d'entreprise ;
contrôle du licenciement et de l'embauchage.

Les droits des travailleurs de l'Asie ne se développeront qu'avec le développement de leur puissance syndicale. Ce n'est que dans la lutte qu'ils trouveront leur Droit tout comme les travailleurs européens.

Et l'hygiène professionnelle, la fourniture de soins médicaux et sanitaires, la fourniture de soins de maternité, l'organisation de cantines, de logements et de loisirs ne se généraliseront comme première étape ouvrant la voie à plus de progrès social que dans la mesure où la pression des travailleurs asiatiques aiguillonnera la politique sociale ; que dans la mesure où ils seront capables d'agir sur les autorités publiques, nationales, régionales ou locales.

L'Asie est le continent du gaspillage de l'énergie humaine. Au chômage rural s'ajoute le surmenage ; digues de boue pié, arrosage à l'époque, utilisation d'instruments de travail primitifs.

La sueur revient moins cher que le charbon ou le pétrole.

Un problème de mécanisation du tra-

CAUSERIES - DÉBATS

PARIS XV^e. Les Anarchistes sont-ils des Jovs ? Sujet traité par Louis Louvet, le jeudi 15 juin, à 20 h. 45, salle du P. S., 31, rue du Général-Berret, métro Vaugirard.

CLUB LAURENT TAILHADE

CLUB LAURENT TAILHADE, Café Voltaire, 1, place de l'Odéon, métro Odéon, le vendredi 9 juin, conférence contradictoire, par FONTAINE sur « Le Phénomène religieux face à la pensée libre », suivie de la présentation, par J. Maurelle, du poète André Mora. Entrée libre.

AVIS AUX POSTIERS

Tous les postiers adhérents ou sympathisants à la F.A. sont priés de prendre contact au 145, quai de Valmy, Paris.

CULTURE ET RÉVOLUTION

L'Enfance et l'Ecole

FREINET AUX PRISES avec le dogmatisme stalinien

La revue « Nouvelle Critique » avait donné, en avril, la nouvelle position officielle de Moscou en ce qui concerne la psychologie et la pédagogie. La revue stalinienne rendait obligatoire un tournant à 180° et nous attendions avec une certaine impatience que Freinet intervienne, et donc choisisse entre l'obéissance au parti et la pensée honnête, la fidélité à son œuvre. Plus son silence se prolongeait, plus notre inquiétude se marquait. Déjà, dans le milieu de l'orientation professionnelle, nous avions observé un trouble profond chez les staliens. En gros, deux camps s'étaient formés : ceux qui voulaient rester fidèles à ce qui avait été jusqu'alors jugé progressiste, ceux au contraire qui — fanatiques du totalitarisme — reniaient le matin ce qu'ils défendaient la veille au soir et allaient même jusqu'à refuser de pratiquer les tests puisque Moscou, en 24 heures, avait décrété qu'ils constituaient une méthode bourgeoise, réactionnaire.

Il aura donc fallu que ce second camp se manifeste, dans le domaine de la pédagogie, par des lettres à Freinet de quelques-uns de ses vieux amis qui l'abandonnent, pour que Freinet s'explique. Il vient de le faire en six longues pages de l'Éducateur, numéro de juin.

L'article de la « Nouvelle Critique », signé Snyders, accuse Freinet de faire une « Ecole nouvelle » idéalisée, isolée arbitrairement de la vie, préoccupée exclusivement de trucs pédagogiques, et en conclusion : réactionnaire, au service de la bourgeoisie qui, d'ailleurs, l'appuie.

Quiconque connaît un peu ce dont il s'agit ne peut manquer de s'indigner. Non pas qu'il n'y ait quelque vérité dans ce qu'écrivait la Nouvelle Critique. Il est vrai que trop de psychotechniciens se contentaient du train-train professionnel, sans s'inquiéter d'enquêtes sociales, et que dans l'Ecole Moderne Française de Freinet, on se préoccupait trop de « trucs » et on croyait avoir découvert la Voie, avec un V majuscule. Et cela ne manque pas de piquant de voir des staliens éprouvés et fanatiques souvent, se faire donner le fouet par le parti bien-aimé, et à bon escient. Nous aimerions, à ce sujet, connaître les réactions de MM. Zazzo et Wallon. Celui-ci nous dira ce qu'il pense, sans doute, à son retour de Varsovie.

Mais à côté de ces parcelles de critique fondée, une écurie et une massive mauvaise foi se dégage de la « Nouvelle Critique ». Nous n'en sommes pas étonnés. Freinet, lui, est surpris, désespéré un peu, et il en souffre. Nous avouons en souffrir avec lui car, quelles qu'aient pu être nos querelles ou plutôt nos discussions, nous avons toujours vu en Freinet un camarade, un homme.

Freinet ne peut se leurrer sur l'origine de la campagne menée contre lui puisqu'il écrit : « ses articles, habilement extraits de la diatribe Snyders, paraissent maintenant dans la presse progressiste régionale (Ouest-Matin, Alger République, etc.). » Freinet parle même de « critiques » qui « discutent », et ajoute : « il y a plus de marxisme vivant dans cette vie et ce travail du peuple que dans les livres les plus savants et les plus riches de contenu de tous nos Snyders ». Et encore, parlant des enfants éduqués dans l'ambiance de l'Ecole moderne française : « Ils ne seront plus dupes des mots et des formules, même révolutionnaires, ils seront en mesure d'exiger pour la véritable histoire un contenu qui ne soit plus de stérile verbiage avec lequel les scolastiques ont toujours, en définitive, servi les exploitateurs aux dépens du peuple ». Et dans sa conclusion, Freinet ne craint pas d'écrire « Snyders insinue jésuitement... ».

On ne se relève pas d'une pareille audace, d'un pareil souci d'être un homme et un combattant, Freinet ! La cause est entendue. Freinet ne sera plus bientôt qu'une « vipère

lubrique ». Ne l'accusait-on pas, déjà, d'anarchisme ?

Et pourtant, cet homme qui ne se renie pas, a des faiblesses. Il tente quand même, de se justifier par instants. Ne va-t-il pas jusqu'à écrire, pour répondre à l'accusation d'« idéisme » que ce n'est pas vrai puisqu'il a dénoncé l'erreur des tendances anarchistes et de l'individualisme exagéré du plan Dalton que Idanov a eu raison de condamner en U.R.S.S. ? Freinet, décidément, semble prendre goût à confondre l'individualisme absolu avec l'anarchisme, à oublier l'anarchisme communiste. Pourquoi donc Freinet ?

Pourquoi aussi se rattacher encore au mythe de l'U.R.S.S. socialiste. Pourquoi ne pas être objectif jusqu'au bout et écrire : « La situation de la pédagogie française n'est pas celle de l'U.R.S.S. L'U.R.S.S. peut user des manuels : elle a sa portée le monde ouvert de la nature et du travail qui redonnent à la vie la primauté sur le livre ». Elle sonne faux, Freinet, cette phrase qui tourne en rond. Allons donc, vous savez bien que si Moscou condamne votre pédagogie, c'est justement parce qu'elle est un criant contraste à la pédagogie sclérosée, obscurantiste, de l'U.R.S.S. dégenérée de Staline !

Plus l'U.R.S.S. retrouve les voies de l'impérialisme, plus elle se totalitarise, plus elle est réactionnaire et plus elle a besoin d'écraser les éléments révolutionnaires authentiques qui sont sa vivante condamnation. Elle a besoin aussi, justement parce qu'elle est oppressive et exploiteuse et qu'elle ne pourra plus compter longtemps sur l'enthousiasme et l'adhésion sincère, elle a besoin de plus en plus de s'assurer, à défaut d'adhésion sincère et consciente, de l'obéissance servile de fidèles fanatiques.

Ainsi, Freinet, vous souffrez de voir se déchirer peu à peu les liens

sentimentaux qui vous unissaient au parti et à l'U.R.S.S.

Bien des nôtres sont passés par là et n'en sont pas, pour autant, des révolutionnaires diminués ou des éducateurs moins enthousiastes.

Il est vrai qu'à côté de vos faiblesses, il y a aussi des naïvetés. Vous êtes combattu par Moscou et vous ripostez, mais vous appelez les militants de l'Ecole moderne à signer l'appel de Stockholm, machine de guerre, monstrueuse hypocrisie montée de toutes pièces par les staliens. En passant, nous vous faisons remarquer que c'est interpréter très cavalièrement la pensée du Congrès de Nancy que de la faire dévier au service d'une activité partisane. Car on peut être contre l'emploi guerrier de l'énergie atomique et dénoncer la duperie de Stockholm. Reportez-vous à ce sujet à nos articles dans les numéros précédents du Libéraire et vous verrez que les anarchistes savent étudier « dialectiquement » une situation ou un problème.

Et vous donnez aussi dans le panneau de la Journée Internationale de l'Enfant du 4 juin (page 380) ! Encore vous êtes-vous rendu compte que l'on ne voulait pas de votre présence...

Allez, bientôt vous serez désigné comme ennemi numéro 1.

Freinet, tout sera mis en œuvre pour vous écraser. Peut-être un jour, quand même, accepterez-vous de considérer « objectivement » l'anarchisme, et reconnaîtrez-vous dans les anarchistes vos vrais amis et en vous un des leurs.

En tout cas, nous sommes — sur le plan pédagogique — à vos côtés et si un jour, nous devions nous séparer, ce ne serait pas pour des raisons inavouables, mais parce que, n'étant plus d'accord, nous voudrions faire autre chose que ce que vous faites et confronter nos expériences.

FONTAINE.

UNE THESE EN SORBONNE

L'organisation anarchiste

TEL est le titre d'une thèse soutenue le samedi 27 mai en Sorbonne.

Il s'agit de l'Histoire du Mouvement anarchiste en France, des origines à 1914. L'auteur, un instituteur assez jeune nommé Maitron a passé plusieurs années à recueillir une documentation très importante sur ce sujet.

Il a compulsé en France et à l'étranger plusieurs centaines de publications en toutes langues, dans les bibliothèques publiques et privées, dans les archives de la Préfecture de Police (procès, etc.). Il a d'ailleurs acquis la certitude qu'il existe dans les différents services de la police d'autres documents qui ne lui ont pas été communiqués. Il a également fouillé les correspondances privées et recueilli des témoignages oraux, soigneusement vérifiés.

L'auteur a choisi ce sujet parce qu'il est neuf et que l'histoire du mouvement anarchiste ne consiste pas comme on le croit souvent en quelques jets de bombes, mais représente un courant de pensée sociale. L'idéal anarchiste est une réponse aux problèmes posés par la Justice et la Liberté, et par l'influence de ses militants, principalement dans le domaine syndical, à une certaine période il présente à la fois un intérêt historique et philosophique.

La thèse ne traite pas des origines de l'Anarchie, mais de son histoire en tant que mouvement. C'est un des courants d'idées du socialisme en opposition avec le socialisme marxiste.

Bien que Proudhon soit considéré comme le père de l'Anarchie, l'auteur ne situe la naissance du Mouvement autonome en France qu'aux environs de 1880. C'est la période héroïque des

attentats à la bombe, des articles non signés dans les journaux. Elle s'étend jusqu'à 1894.

La seconde grande période va de 1902 à 1910. Pendant ce temps, les anarchistes bâtissent les syndicats révolutionnaires. Ils ont pour objectif le relèvement de la condition ouvrière et recherchent surtout dans leurs revendications la dignité de l'homme.

Certains mènent une vie exemplaire (comparable en un certain sens à la vie de quelques saints pour les catholiques, selon l'auteur).

La troisième période s'étend jusqu'à la guerre de 1914 qui représente une coupure importante. A ce moment les individus avaient réussi à se grouper, à se fédérer en une union et l'action individuelle était devenue collective.

La dernière partie de l'ouvrage traite de la philosophie anarchiste.

Le jury composé entre autres de MM. Dolléans (Histoire du mouvement ouvrier), Labrousse et Bourgrin reproche amicalement à l'auteur sa « tendresse pour Ravachol » et certains autres anarchistes dont il essaie d'expliquer psychologiquement les gestes. Il rappelle également l'influence du syndicalisme révolutionnaire sur Sorel, etc. Les membres du jury indulgents et « bons enfants » évoquent le temps où « eux aussi avaient une tendance légèrement anarchiste (dans leur jeunesse) » et concluent en soulignant « nos vertus bien françaises de fraternité, etc., etc. ».

Nous avons réussi au cours d'une suspension de séance à poser quelques questions à M. Maitron. Son ouvrage fort volumineux n'existe actuellement qu'en 5 exemplaires dactylographiés

qui sont entre les mains du jury réuni pour juger sa thèse. Dès que possible il sera imprimé, mais il faut regretter que les éditeurs très soucieux de leurs intérêts commerciaux jugent peu opportun pour le moment l'édition de ce nouveau livre en raison de la parution récente du livre d'Alain Sergent et Claude Harmel et bien que ces deux ouvrages n'aient aucun rapport quant au fond du sujet.

Nous avons déploré de ne pas avoir la thèse en main pour formuler un meilleur jugement, mais il semble dès à présent que l'œuvre de M. Maitron extrêmement sérieuse et documentée présente un grand intérêt historique et qu'elle a en plus l'avantage d'être très objective.

En raison du travail considérable demandé par une œuvre aussi importante l'auteur s'est limité à l'histoire du Mouvement anarchiste en France seulement, mais malgré cela nous y trouverons une source nouvelle de renseignements sur une période mal connue et cependant très proche de nous, et un livre tout à fait différent de celui d'Alain Sergent et Claude Harmel.

Toujours est-il que la brèche est ouverte dans le « Mur du Silence » qui entoure l'action anarchiste. C'est de la glorieuse université américaine de Columbia que nous parvenait dernièrement la nouvelle de la parution d'une très importante thèse sur la Doctrine Anarchiste, dont l'auteur serait un militant anarchiste de New-York.

Et cela n'est qu'un début !

Gisèle BEC.

(Communiqué par le Secrétariat Libéraire de l'Éducation.)

SERVICE DE LIBRAIRIE

La Crisla del Socialismo (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Revolución y el estado (en espagnol) 100 fr. (130 fr.). — J. BURNHAM : L'Ere des Organismes, 300 fr. (380 fr.). — ERNESTAN : La Contre-Révolution Etaliste, 15 fr. (20 fr.). — R. L. X. BOURG : Réforme et Révolution, 90 fr. (105 fr.). — M. YVON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60 fr. (75 fr.). — V. SERGE : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — R. LOUÏZON : L'Ere de l'Impérialisme, 80 fr. (95 fr.). — M. COLLINET : La Tragédie du Marxisme, 380 fr. (410 fr.). — C.A. BONTEMPS : Le Démocrate devant l'autorité 120 fr. (135 fr.). — P. TOMORI : Qui succèdera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — M. GRAHAM : Pour la Liberté de Pensée violée, 10 fr. (15 fr.). — E. de la BOETIE : Discours de la Servitude volontaire, 300 fr. (330 fr.). — G. LEVAL : Le Communisme, 40 fr. (55 fr.). — DWIGHT MACDONALD : Partir de l'homme, 150 fr. (180 fr.). — A. CLIGA : Lénine et la Révolution, 40 fr. (50 fr.).

KARL MARX : Le Manifeste Communiste, 180 fr. (210 fr.).

REVUES

« Etudes Anarchistes », n° 2, 3 et 5, le N° 40 fr. — « La Révolution Proletarienne », le N° 40 fr. — « Diogene de l'Homme », le N° 40 fr. — « L'Unité », le N° 15 fr. — « L'idée libre », le N° 20 fr. — « Pensée et Action », le N° 32 francs.

SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre Mort 570 fr. (640 fr.). — A. KOESTLER : Le Zéro et l'Infini, 240 fr. (270 fr.). — Le Yogi et le Commissaire, 210 fr. (270 fr.). — E. KOGON : L'Effort organisé, 300 fr. (345 fr.). — J. VALLIN : Sans Patrie ni Frontières, 595 fr. (665 fr.). — M. CEYRAT : La Trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français, 400 fr. (450 fr.).

ployaient la charrue à vapeur, et plus tard le tracteur.

Mais il est une forme constructive, de l'intervention de l'Etat dans l'agriculture, ou plus exactement il en est deux. La première et la plus importante se rapporte au régime de la propriété. Nous ne nous rapportons pas à la destruction de la petite propriété et à la création des « latifundia » qui fut, à l'époque romaine, le résultat involontaire des impôts excessifs, mais à l'organisation voulue d'un système déterminé de propriété.

Selon ses intérêts, l'Etat fait apparaître la petite ou la grande propriété, la propriété individuelle ou la propriété d'Etat. Pendant les premières dynasties égyptiennes, l'administration royale fait, à date régulière, « le recensement des champs et du bétail », répartit la terre pour la culture entre des équipes de travailleurs, et finit par installer un contrôle si rigoureux et si efficace que toutes propriétés particulières disparaissent et que le sol entier de l'Egypte fut le domaine du roi. Par contre, le roi laisse à chaque famille de travailleurs la part de récoltes nécessaires à la vie, et en cas de disette, il alimente son peuple avec les réserves des greniers (2).

C'est sans doute dans l'histoire le premier cas de socialisation d'Etat qui, comme on l'a vu, a été précédée par la propriété individuelle du sol — et il est probable que, comme partout ailleurs, celle-ci avait été, auparavant précédée par la propriété commune des tribus, des clans.

L'exemple des Incas au Pérou et en Bolivie est peut-être un cas plus caractéristique. Avant la découverte de l'Amérique par Colomb, l'Etat possédait la terre. Le territoire était divisé et subdivisé en surfaces régulières sur lesquelles vivaient obligatoirement des groupements humains à leur tour divisés et subdivisés en nombre régulier de familles dont le minimum était de dix. Ces familles n'avaient pas le droit de quitter la partie du sol où elles étaient attachées, et qu'elles devaient cultiver d'après les indications précises des administrateurs et délégués des gouvernements propriétaires qui prélevaient environ la moitié des récoltes pour leurs maîtres, c'est-à-dire pour l'Etat.

L'histoire de la période pré-incasique étant inconnue, on ne peut rien dire sur la forme de propriété qui l'a précédée.

Nous ne nous attarderons pas sur les réformes de Licurgo, assez discutées d'ailleurs, et sur d'autres, moins importantes, ayant le même caractère. Dans tous ces cas, l'appropriation de la terre par l'Etat impliquait fatalement la disparition de la propriété individuelle et l'apparition de la propriété non réellement collective, mais étatique.

L'autre genre d'intervention de l'Etat dans le régime de la propriété est celui qui s'est produit depuis la fin du siècle dernier et qui continue de se produire dans les pays de structure féodale ou semi-féodale. Son caractère est tout à fait l'opposé des exemples précédents. L'Etat ne devient pas propriétaire de l'ensemble de la terre, il détruit la grande propriété, la divise, la morcelle et la répartit. La réforme agraire faite dans l'Etat européen après la première guerre mondiale est l'exemple le plus important de cette intervention. Au Danemark, l'Etat a mis en pratique des

conceptions semblables à celles d'Henri George, mais il ne s'est pas contenté de multiplier les petits propriétaires au détriment des grands. Par des lois expresses, il a interdit le morcellement des petites propriétés dont la France et certaines régions d'Espagne et d'Italie, pour ne parler que de l'Europe occidentale, offrent un exemple si fréquent ; puis il a fixé le minimum de surface que devait posséder une famille : au-delà de ce minimum, il est interdit de vendre la terre.

Enfin, l'Etat bolchevique, appliquant les conceptions préconisées par Marx et Engels comme mesures post-révolutionnaires immédiates, a détruit la propriété individuelle que les paysans avaient multipliée avec le partage des grandes propriétés foncières, et il a créé les kolkhozes et les sovkhozes.

Si nous prenons l'aspect constructif de l'œuvre étatique dans le régime de la propriété, nous commencerons par éliminer le partage des latifundia fait dans les pays de l'Est européen après 1918, commencé par la République espagnole, et recommandé aujourd'hui par les républicains, les socialistes et même les communistes italiens. Car ce n'est pas le partage de la terre, mais sa socialisation qui importe ; ce n'est pas la multiplication du nombre des propriétaires, mais leur disparition. Sur ce point, l'œuvre de l'Etat est absolument antiscientifique, qu'elle maintient l'exploitation de l'homme par l'homme, la lutte pour la vie entre tous les propriétaires, et entre la masse des paysans et des consommateurs ; puis le danger de crises, dont les campagnes ont déjà tant souffert, etc.

Sur ces points, la question du remède à l'Etat ne se pose pas. Car si nous voulons, nous aussi, modifier le régime de la propriété féodale et semi-féodale, c'est pour établir la propriété commune de la terre.

Pour cet établissement, l'action de l'Etat est beaucoup plus funeste qu'utile. Il est vrai que les Incas du Pérou et de la Bolivie de l'époque des Incas n'étaient pas exploités par les propriétaires grands ou petits, mais l'exploitation de l'Etat qui prélevait autoritairement la moitié des récoltes ne valait pas mieux, et de plus, le manque absolu de liberté est profondément contraire à la nature humaine qui s'a pas dégenérée. Il en fut de même pour les paysans de l'Egypte soumise aux premiers Pharaons. Quant aux conditions d'existence des paysans russes après la collectivisation forcée, elles sont telles que la vie des moujiks de l'époque tsariste paraît ne pas avoir été pire. La bureaucratie croissante, les classes et les castes de l'Etat répètent ce qui s'est passé aux temps des Pharaons et des Incas.

Pour collectiviser la terre, nous n'avons pas besoin de l'Etat. La révolution espagnole a amplement démontré que les collectivités paysannes peuvent se constituer par l'initiative des paysans eux-mêmes, se grouper, se fédérer, assurer le plus grand rendement de l'agriculture sans le concours d'un organisme extérieur à elles-mêmes, qui les dirigerait le plus souvent avec moins de compétence, et les exploiterait beaucoup plus qu'il ne les dirigerait.

(1) La Moneda, édition espagnole.
(2) Des Glans aux Empires, A. Moret et D. Davy.

(Suite page 4)

Billet du Militant

LE COMMUNISME

Le 9 septembre 1927, une délégation ouvrière américaine rendit visite au camarade Staline. Voici le texte de la 12^e question qui fut posée à celui-ci, et de sa réponse :

QUESTION : Pourriez-vous nous donner une brève caractéristique de la société future que le communisme s'efforce de créer ?

REPONSE : La caractéristique générale de la société communiste est donnée dans les travaux de Marx, Engels et Lénine. Pour donner en bref l'anatomie de la société communiste, celle-ci sera une société :

- 1° Où il n'y aura pas de propriété privée des instruments et des moyens de production, qui seront propriété sociale, collective ;
- 2° Où il n'y aura pas de classes ni de pouvoir d'Etat, mais où il y aura des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture s'administrant économiquement eux-mêmes, comme association libre de travailleurs ;
- 3° Où l'économie nationale, organisée d'après un plan, sera appuyée sur une technique supérieure, tant dans le domaine de l'agriculture que dans celui de l'industrie ;
- 4° Où il n'y aura pas de contraste entre la ville et les campagnes, entre l'industrie et l'agriculture ;
- 5° Où les produits seront répartis suivant le principe des vieux communistes français : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » ;
- 6° Où la science et les arts bénéficieront de conditions suffisamment favorables pour arriver à leur plein épanouissement ;
- 7° Où l'individu, libre du souci du pain quotidien et de la nécessité de plaire aux grands de ce monde » deviendra réellement libre.

Et ainsi de suite. Il est clair que nous sommes encore loin de cette société. (Cité par « Etudes Soviétiques », 21 janvier 1950.)

Les anarchistes pensent que cette définition est claire, cohérente et complète.

Elle restitue à Staline son véritable visage, celui d'un individu qui a sa place aux côtés de Alexandre, des Napoléon, des Hitler, c'est-à-dire des grands « ratés » de l'Histoire.

LE MILITANT.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire, 15 fr. (25 fr.).

G. BERNERI : Guerre des Classes en Espagne, 25 fr. (35 fr.).

F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. BERNARD : Le Fédéralisme Libertaire, 10 fr. (20 fr.). — C.A. BONTEMPS : L'Esprit Libertaire, 5 fr. (10 fr.). — P. GILLY : L'émigration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie, 30 fr. (40 fr.). — Aux Jeunes Gens, 10 fr. (20 fr.). — R. ROCKER : De l'autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — Y. FOUYER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBEDETTE : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — P. GILLY : L'émigration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T.L. : La Liberté, 12 fr. (22 fr.). — IGNOTUS : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHOMME : Catalogue Libertaire (1935-1937), 40 fr. (55 fr.). — G. LEVAL : Anarchisme et Abandonisme,

20 fr. (30 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie, 10 fr. (20 fr.). — A. Mon Frère le Payan, 10 fr. (20 fr.). — L. MICHEL : Prise de Possession, 20 fr. (30 fr.). — MA. LATISTA : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — ERNESTAN : 10 ans Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — J. GRAVE : La Société mourante et l'Anarchie, 125 fr. (155 fr.).

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 fr. (520 fr.). — M. BAKOUNINE : Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — P. GILLY : La Grande Méta-morphose, 150 fr. (180 fr.). — S. FAURE : Mon Communisme, 280 fr. (290 fr.). — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 100 fr. (130 fr.).

CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'Interprétation Marxiste, 5 fr. (8 fr.). — E. RECLUS : La Paine de Mort, 5 fr. (8 fr.). — J. DUBOIS : L'Economie Distributive, 100 fr. (115 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — PRADAS :

(550 fr.). — M. BUBER NEUMANN : Déportée en Sibérie, 295 fr. (325 fr.). — V. SERGE : L'Affaire Toulay, 350 fr. (425 fr.). — GUY VINATREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 fr.). — J. MARGOLINE : La Condition humaine, 650 fr. (675 fr.).

HISTOIRE

A. SERGENT et G. HARMEL : Histoire de l'Anarchie, tome I, 690 fr. (785 fr.). — LISSAGARAY : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.). — CRAPOUILLOT : Histoire de la Guerre (tome I), 250 fr. (295 fr.). — (fasc. II) 250 fr. (295 fr.). — (fasc. IV) 300 fr. (345 fr.). — (fasc. V) 300 fr. (345 fr.). — BOBARD : Histoire de l'Anarchie, 25 fr. (35 fr.). — F. FOUGERE : La Vie Heroïque de Rosa Luxembourg, 40 fr. (50 fr.). — DOMMAN-GER : Jacques Roux, le Curé Rouge, 100 fr. (130 fr.). — Ida METT : La Commune de

Cronstadt, 100 fr. (130 fr.). — P. LAPEYRE : De Gaulle tout nu, 25 fr. (35 fr.). — A. LORULOT : Les Crimes de la Colonisation, 20 fr. (30 fr.). — HEM DAY : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (25 fr.). — A. KOESTLER : Analyse d'un miracle, 600 fr. (645 fr.). — André et Doré PRUDHOMME : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

A VENDRE

ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE

de S. FAURE

4 beaux volumes reliés, état de neuf. Pour renseignements écrire : Service de Librairie, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, et le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C.C.F. 5561-76.

Un édifice à rebâtir

(Suite de la première page)
Les programmes mirifiques, présentés par les syndicats, les organisations familiales ou les fédérations de mutuelles peuvent-ils réellement changer l'esprit de la S.S. ? Il convient d'en examiner attentivement le contenu, de ne pas se laisser abuser par la démagogie électorale. Car à première vue la revendication gestionnaire domine. Mais il n'y a là qu'apparence et hypocrisie.

Le Mouvement Populaire des Familles (2) propose que l'argent, notre argent, soit géré par les travailleurs, et pour ce faire que les usagers soient représentés dans les Caisses. Ce qui impliquerait, le M.P.F. n'en doutant pas, une réforme, complète de la structure de la S.S. Et l'on attend toujours de telles propositions. Le programme qui peut sembler le plus « attrayant » aux prolétaires, est incontestablement celui de la C.G.T. Mais sous un vocable « révolutionnaire » se dissimule difficilement la volonté de « centraliser » la S.S. La filiale du P.C.F. ne doit pas oublier que ce parti peut, à l'avenir, participer au gouvernement. Et ainsi, les camarades ministres auraient à leur disposition un puissant instrument de contrôle policier. La gratuité des soins, est une sinistre mystification. Car la C.G.T. propose en contrepartie d'augmenter les cotisations patronales et ouvrières. Or la cotisation patronale est en définitive le travailleur qui la paie, l'exploitant ayant le Droit d'inclure ses charges sociales dans le calcul de ses prix de revient. Et nous ne pensons pas nous avancer, en affirmant que tous les programmes élaborés pendant la campagne, resteront lettres mortes, une fois leurs auteurs en place. La Fédération Nationale des Syndicats Autonomes qui, dit-elle, est adversaire absolue du réformisme et du totalitarisme, demande que la gestion des fonds soit soumise au contrôle démocratique des travailleurs par le canal des administrateurs élus.

(2) Le programme proposé par le M.R.P. serait peut-être le plus intéressant à certains égards.

Or tout contrôle efficace est impossible si la structure ne s'y prête pas. Et nulle part il n'est question de contrôle démocratique, de révocabilité à tout instant, de rapports devant les électeurs. Bien au contraire, les « administrateurs » sont élus pour cinq ans et il est probable qu'à la fin de ce quinquennat, les collaborateurs d'hier se rejettent réciproquement la responsabilité d'une gestion n'ayant donné satisfaction à personne. Car, si la revendication gestionnaire figure dans le vocabulaire des professionnels du mutualisme, il n'est pas douteux qu'elle restera vocabulaire si les travailleurs ne prennent en charge une institution qui leur revient de droit. Et c'est ainsi qu'il faut poser le problème. La Sécurité Sociale ne sera une conquête des travailleurs que lorsque ceux-ci l'auront arrachée aux politiciens, et fromagers syndicaux. Oui, les abstentions seront nombreuses, mais s'abstenir n'est pas suffisant. On nous oblige à verser nos cotisations, nous avons donc le devoir de réclamer des comptes sur l'affectation des fonds. Le Syndicat des Instituteurs nous donne un exemple d'action cohérente (ce projet, notons-le en passant, fut violemment combattu par Ambroise Croizat). La Fédération de l'Education Nationale sur l'initiative du S.M.I. a imposé à l'Administration centrale, l'autonomie de sa caisse. Et ainsi sous l'étiquette de la Sécurité Sociale, les instituteurs gèrent eux-mêmes leurs fonds par leur propre mutuelle. Cette gestion moins bureaucratique leur a permis certaines réalisations, (centres de repos, polycliniques, etc.). Nous pouvons nous servir de ce précédent.

Une véritable Sécurité Sociale doit être arrachée par le prolétariat par l'action syndicale.

Dans les conditions présentes, quelle que soit la liste pour laquelle vous votez, les résultats seront médiocres. Il nous faut rebâtir la Sécurité Sociale.



En pays minier

Un scandale médical

On se souvient du tapage qui fut mené dans tout le pays, lors de la grande grève des mineurs en octobre 48, à cause de l'abandon par ceux-ci des services de sécurité. On sait que beaucoup furent emprisonnés et traduits devant les tribunaux, comme de vulgaires malfaiteurs. On argua alors qu'ils s'étaient rendus coupables de sabotage pouvant provoquer des accidents et mettre en jeu des vies humaines.

Or, tout récemment, un médecin des houillères, le docteur Delval, de Bruay-en-Artois, étant en service, refusa de se rendre au chevet d'une femme en couches. Privée des soins indispensables, celle-ci décéda. Eh bien ! ce crime, car il s'agit d'un crime et de rien d'autre, a été sanctionné, tenez-vous bien, par un mois de suspension sans traitement !

Voilà l'origine du conflit qui oppose maintenant les médecins des Houillères à la Caisse Autonome des mineurs. Prenant pour prétexte la sanction (?) infligée à Delval, en l'estimant trop forte (il ne s'agissait que d'une femme de mineur, n'est-ce pas ?), leur syndicat vient de décréter la grève.

On sait que les médecins des mines sont tenus contractuellement à soigner gratuitement les mineurs. Il apparaît donc aujourd'hui très nettement que le prétexte invoqué cache la volonté de voir leurs émoluments augmentés. Que ces médecins veuillent améliorer leurs conditions de vie, passe encore, bien qu'il y aurait beaucoup à dire sur la différence considérable qui existe entre leurs honoraires et le salaire d'un mineur, mais, procéder, comme il le font, par le chantage à la maladie ne s'inspire plus du tout de la lutte revendicative, mais est un véritable attentat contre tous les mineurs.

Ces derniers, en effet, s'ils veulent être soignés, devront payer comptant, sinon le médecin les enverra à l'hôpital qui, d'un coup,

sera bien trop petit pour recevoir tous les malades justifiables seulement d'un traitement applicable dans la famille.

Et le ministre du Travail venant de faire savoir que les mineurs qui auront payé les honoraires ne seront pas remboursés, il reste à ceux-ci de ne pas être malade ou de payer, ce qui leur sera bien difficile, vu les « hauts salaires » que leur alloue l'Etat tutélaire.

Cette affaire témoigne on ne peut mieux du degré de corruption

de la société actuelle. La médecine, qui devrait être un apostolat, est devenue un véritable commerce, et le médecin un marchand de soins, celui qui s'est rendu coupable de la mort d'une femme et a porté atteinte à une corporation qui devrait être inaccessible à la vénalité, au lieu de se voir renié, dégradé publiquement, s'est défendu et utilisé comme support d'une grève dont l'odieux déchaîne en pays minier une vague d'indignation.

J. C.

L'Etat et l'Agriculture

(Suite de la 3^e page)

Mais aujourd'hui, dans les nations capitalistes, où il respecte la propriété agraire, grande ou petite, l'Etat joue un autre rôle. Il intervient dans l'agriculture, soit pour l'aider, soit pour la conseiller ; il fait de même pour l'élevage, il a une politique forestière, une politique hydraulique qui souvent coordonne les besoins de l'irrigation et ceux de la production d'énergie électrique. Il s'occupe enfin de nombreux aspects secondaires et dérivés de l'agriculture et de l'élevage, en apportant s'il le faut les fonds nécessaires à leur création ou à leur amélioration.

Voyons les principales de ses activités et la façon dont une société libérale pourrait les reprendre et les développer.

Un ministère de l'Agriculture est chargé d'intensifier la culture de produits dont on n'obtient pas de quantités suffisantes ; d'organiser la culture de produits non encore cultivés dans le pays dont il s'occupe ; d'aider les agriculteurs à lutter contre les fléaux qui attaquent les plantes ; insectes de toutes sortes, maladies cryptogamiques, etc. Dans ce cas, l'Etat ne peut être remplacé que par de vastes organisations collectives, telles les coopératives du Danemark.

Mais encore, dans la société actuelle, celles-ci ne peuvent pas toujours atteindre le même degré d'efficacité. En France, plusieurs régions ont été, dernièrement, dévastées par des ouragans et des inondations. L'Etat a accordé des sommes importantes pour les aider à faire face aux premières difficultés et à rétablir leur économie. Cet argent venait, lui aussi, des impôts payés par toute la population des villes et des campagnes. Et cette solidarité collective pratiquée par le truchement de l'Etat ne peut pas l'être, même sur une petite échelle, par les organisations coopératives spécialisées. D'abord parce que leur spécialisation maintient en elles un esprit de cloisonnement corporatif qui les rend incapables à occuper des problèmes généraux de la vie totale, ensuite parce que, à cause de ce même cloisonnement, elles n'ont pas la puissance économique nécessaire.

Seule la socialisation intégrale et l'esprit communautaire (libertaire, bien entendu) peuvent aider à surmonter de telles difficultés.

Le rôle de l'Etat est encore de conseiller non seulement sur la meilleure technique — ce que font très bien certains gouvernements de l'Amérique du Sud — mais aussi d'équilibrer la production grâce à sa vision d'ensemble, et à la connaissance des nécessités gé-

rales. C'est ce que a lieu aux Etats-Unis, au Canada, en Hollande, au Danemark, en Suède, etc. Non renseignés, les paysans peuvent produire trop de fruits et pas assez de céréales, trop de légumes et pas assez de fruits, trop de bœufs et pas assez de porcs, etc. L'harmonie de la production et de la consommation implique l'existence d'un organisme général de coordination que les fédérations spécialisées semblent encore incapables de concevoir et de réaliser.

Enfin, l'Etat aussi organise l'irrigation des terres trop arides — cas de l'Espagne (1) — l'assèchement des terres trop marécageuses ; marais pontins sous le régime fasciste ; la défense contre l'érosion, cas des Etats-Unis où cette lutte a pris un caractère de dramatique urgence. Il aide — actuellement en France — à la fabrication et à l'achat des machines agricoles et d'outils divers ; 13.000 tracteurs ont été vendus par ses soins aux agriculteurs dans le premier semestre 1948. Il fait de même pour la fabrication et l'emploi des engrais chimiques, la construction d'abattoirs, de fruitières, de stations laitières, d'installations frigorifiques, de barrages chargés d'assurer l'irrigation dans les régions où les pluies sont insuffisantes.

Devant la carence de l'économie libérale privée dont les ressources ne peuvent plus assurer la production pour la satisfaction de besoins croissants, devant l'insuffisance du mouvement coopératif qui, dans les pays du Nord a pourtant, grâce à son développement, résolu le problème des stations fruitières et laitières, des abattoirs et des chambres frigorifiques, nous devons reconnaître que dans les pays où l'individualisme du libéralisme bourgeois, profondément ancré dans les mœurs, est un obstacle à la pratique chaque jour élargie de la solidarité, ces initiatives, plus ou moins mal conduites (2), sont nécessaires.

Pour fonder des cultures nouvelles, il faut, très souvent, que les cultivateurs acceptent de ne rien gagner pendant les premières années, tout en mobilisant des ressources dont ils ont besoin. Dans la société capitaliste, cela est assez difficile. Or bien ils en sont empêchés par l'esprit routinier si fréquent chez les gens depuis longtemps attachés à la terre.

Dans ce cas, l'Etat accorde des subventions. S'il faut produire des fruits nouveaux, des grains oléagineux, du riz ou du coton, des olives ou des oranges, il aide les novateurs ; cela, toujours grâce aux moyens que lui procurent les impôts payés par tous.

Dans une société communiste libertaire, la même aide serait assurée, tou-

jours grâce au système de distribution égalitaire qui fournirait au pionnier les mêmes moyens d'existence qu'au producteur traditionneliste. On peut même affirmer que les innovations seraient favorisées avec plus de fréquence et d'abandon, car d'un côté l'Etat aide, en général, pas suffisamment ceux qui acceptent d'ouvrir des voies nouvelles, et de l'autre, il intervient et il dépense trop souvent des sommes élevées pour défendre la routine de la clientèle électorale des partis politiques ou pour appliquer un protectionnisme et un nationalisme économiques incompatibles avec la progrès social et la solidarité du monde.

La lutte contre les fléaux — grêle, gelées, sécheresse — les maladies et les insectes seraient de même assurées par les sections spécialisées des organisations paysannes en contact avec les organisations industrielles et les laboratoires. Il n'y aurait pas besoin d'une administration publique pour que la Fédération de l'industrie chimique procure aux associations paysannes tous les produits qui leur seraient nécessaires. Les laboratoires des fédérations dirigeraient et conseilleraient leurs membres sur les mesures à prendre, comme cela se fait en partie déjà, dans certaines associations paysannes. Or, ne perdrait pas son temps à attendre que les parlementaires discutent pour accorder les crédits nécessaires dans la lutte contre les saute-hermines quand celles-ci auraient mangé la moitié des récoltes. Par leur organisation fonctionnelle et directe, les diverses fédérations, confédérées et en liaison avec les fédérations industrielles, résoudraient ces problèmes avec plus de célérité et d'efficacité.

Et de nouveau, parce que les travailleurs des industries chimiques et mécaniques auraient, grâce à l'application du principe communiste libertaire, leur existence assurée, le problème financier ne se poserait pas pour combattre la fièvre aphteuse, pour essayer de nouvelles cultures, pour employer au taux voulu les engrais ou les produits chimiques contre le doryphore, le mildiou ou la rouille.

La société, devenue une vaste et unique coopérative aux sections multiples mais solidaires, résoudrait ces questions sans difficulté.

L'aide à apporter aux villages ou aux régions victimes d'un fléau naturel serait aussi possible. Chaque fédération ordonnerait de faire parvenir aux sinistrés le blé, le vin, la viande, tous les aliments nécessaires, et s'il le fallait, les vêtements, les chaussures, les matériaux de reconstruction, etc. Cela, répons-

sement, n'est possible que dans une société

où la socialisation s'est opérée sur une échelle totale — ou par l'Etat. Mais nous n'aurions pas besoin de celui-ci pour le faire. Les collectivités libertaires espagnoles en ont donné la preuve.

Le changement ou la modification des cultures offrirait les mêmes perspectives de praticabilité. Quand une collectivité de paysans sera sûre que l'expérience qu'elle a chargera ne l'empêchera pas, en cas d'échec, de toucher ses moyens d'existence dans les magasins communautaires, les innovations seront plus nombreuses et les progrès beaucoup plus rapides.

Prenons, enfin, la repopulation forestière. Les cultivateurs ne s'en occupent pas, du moins d'une façon suffisante, parce que ce n'est pas leur spécialité, et parce que, généralement, cela ne rapporte pas autant que leurs cultures habituelles ou que le rendement est à trop longue échéance ; enfin, parce qu'il faut utiliser souvent des zones impropres à d'autres genres de culture, et où ils n'habitent pas.

Il faut donc que l'Etat, toujours utilisant l'argent que lui procurent les impôts payés par tous, s'en charge. D'ailleurs, ce serait la section forestière de la Confédération de l'agriculture qui s'en chargerait. Elle ne serait pas soutenue par les autres sections techniques de la Confédération, mais simplement aussi par la société, grâce à la pratique distributive du communisme libertaire, qui ne ferait pas de différence entre les travailleurs employés à ce genre de travail et les autres. Et elle recevrait, elle aussi, des autres sections de travailleurs industriels et de ceux des moyens de transports, ce qui serait nécessaire à son entreprise menée pour le bien de la société tout entière.

Enfin, les travailleurs chargés de creuser des canaux d'irrigation, d'assécher des marais, de lutter contre l'érosion, se trouveraient exactement dans le même cas. Par l'application du communisme libertaire, c'est la société tout entière qui les aiderait, comme elle le fait aujourd'hui par l'intermédiaire de l'Etat. Avec la différence qu'il n'y aurait pas besoin de partis politiques, de députés, de ministres, ni d'une armée de bureaucrates qui coûtent aussi chers que les travaux eux-mêmes.

Gaston LEVAL.

(1) Sur cinq millions d'hectares irrigables, l'Etat a organisé l'irrigation de deux millions.

(2) Nous n'analysons pas la façon dont l'Etat agit. Par exemple, il y aurait beaucoup à dire sur les erreurs commises dans la fourniture de tracteurs.

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

GRANDEUR ET SERVITUDE du Syndicalisme

Si l'on fait abstraction des inévitables servitudes qui l'encombrent, le syndicalisme apparaît comme un élément de lutte sociale extrêmement pur. Sa raison d'être, en effet, est la révolution, et c'est alors qu'il est anarchiste, qu'il s'en défend ou qu'il s'en recommande.

Autour de cette idée, des hommes se sont groupés, le temps a passé et, peu à peu, le nombre sans cesse croissant des adhérents a provoqué l'extinction de la lumière qui marquait le but à atteindre au bénéfice des petits profits immédiats. Et la lente mais irrésistible poussée syndicale, qui, logiquement, devrait atteindre son point culminant au sein de la révolution sociale, a fait place à cette lutte sans grandeur et décevante que l'on appelle parfois : « le syndicalisme beufekard ».

Le drame du syndicalisme réside dans le fait que les masses ouvrières n'ont vu à travers lui qu'un moyen susceptible d'assurer leur défense et d'augmenter constamment leur niveau de vie, et les petites victoires quotidiennes ont

provoqué l'oubli de sa grande mission.

Aucun syndicat ne peut échapper à ces mortelles servitudes, et même la C.N.T., dont nul ne suspecte l'idéologie révolutionnaire, devra être attentive à ces menaces de dégénérescence. Celles-ci sont, en effet, directement fonction de la plus ou moins grande vitalité d'un syndicat.

Un syndicat est-il amorphe, se

contente-t-il d'interminables discussions sur les possibilités révolutionnaires, néglige-t-il ce qu'il pourrait obtenir présentement, et il mourra de sa belle mort, pavillon haut. Au contraire, est-il dynamique, ne néglige-t-il jamais d'être à l'avant-garde du combat pour l'obtention d'avantages même médiocres, alors ses rangs se grossiront, et rapidement, par la force même du nombre de ses ad-

hérents, les quotidiennes servitudes engloûteront tout projet d'avenir lointain.

Il serait abusif de prétendre que le syndicalisme porte en lui cette fatalité qui le voue à l'impuissance. Ce mal vient de l'extérieur, il vient de ce grand pourrisseur : le parti politique. Le travailleur discerne mal comment il peut s'émanciper au moyen de luttes directes ; il pense que le parti peut seul forger des lois à son avantage, transformer légalement la société, ou bien prendre le pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat — sa dictature. Et le syndicat lui apparaît comme un moyen de lui faire supporter sa condition actuelle, au mieux, un organisme appelé à remplacer le patronat une fois que celui-ci aura été supprimé par un nouveau pouvoir.

Dénoncer opiniâtement l'impotence politique doit être, par conséquent, l'assise principale de l'action syndicale. Le jour où les travailleurs auront compris que le bulletin de vote ne peut leur apporter que des désillusions, ils ne trouveront plus en face d'eux que leur syndicat, et celui-ci pourra alors devenir le catalyseur de toutes les forces prolétaires encore égarées dans le maquis de la politique.

C. MARQUET.

CHEZ PECHELBRONN

Une « cantine »

Plusieurs camarades de chez Pechelbronn nous ont communiqué à plusieurs reprises leur mécontentement au sujet de la gestion de la cantine.

Comme dans la plupart des entreprises, c'est un fonctionnaire qui en est le gestionnaire. Et cette gestion, si l'on tient compte du nombre impressionnant de critiques formulées par les camarades est des plus malheureuses.

Un local unique, par exemple, sert de cuisine et de « salle à manger » en même temps. Une simple cloison occupant les deux tiers de la hauteur assure la séparation.

Il est curieux aussi qu'avec les sommes versées par les employés (55 francs par repas) et par le Comité interentreprises (nous croyons 65 fr.), le gérant n'arrive pas à assurer la distribution de rations convenables ; le « menu » ne se compose que d'un plat de viande et d'un plat de légumes (à l'exclusion de tout hors-d'œuvre, dessert ou boisson). En fait de viande, c'est presque toujours du bœuf bouilli ou du rosbœuf qui semble très proche du caoutchouc ! Les légumes sont le plus souvent présentés sous forme de rata (des prisons)...

Or, il y a longtemps que les employés sont mécontents de ce régime, mais personne n'ose dire mot : ni les syndiqués de la C.G.T., de la F.O.,

de la C.F.T.C. (une dizaine d'employés environ par syndicat).

Quand on sait qu'un tel état de choses est loin d'être isolé, on comprend qu'une nouvelle organisation s'impose. Que penseraient les employés de chez Pechelbronn (et d'ailleurs) d'une gestion de la cantine dont ils assumeraient la responsabilité économique et morale ? Il est certain qu'un tel système assurerait une meilleure utilisation des crédits alloués, tout bénéficierait toute la collectivité.

C. MARQUET.

AUX TROIS QUARTIERS

Chez les façonneuses

Les grands magasins, tels que le Bazar de l'Hôtel-de-Ville, le Louvre, le Muguet de Paris, dépensent chaque jour plusieurs millions en publicité dans les journaux, et dans la rue de grands panneaux vantent le bon marché de leurs articles. Les bénéfices avoués doublent ou triplent chaque année. Mais ce qui est laissé soigneuse-

ment dans l'ombre c'est la provenance de la marchandise. D'où viennent, en fait, les bénéfices ? Un exemple :

Les « Trois-Quartiers » sont un grand magasin de Paris, où l'on peut acquérir une robe pour 7.000 francs, une jaquette pour 9.000 fr., un manteau pour 8.000 fr. Ces articles proviennent de la maison-mère, la Société Paris-France, 30 boulevard Voltaire. C'est là que doivent s'adresser les façonneuses à domicile pour avoir du travail. Elles sont « accueillies » par une vieille fille féroce qui a pour nom Mme Vachon. Après deux ou trois heures d'attente, on vous informe du règlement de la maison :

1. Défense de parler aux autres façonneuses ;
2. Obligation de livrer à date fixe et par paquet de 15 ou 20 articles ;
3. Le paiement ne sera effectué que sur présentation d'une fiche trois fois contre-signée ;
4. Les prix pratiqués sont les suivants :

Façon robe de 300 à 700 fr.
» jaquette : 800 fr.
» manteau : 700 fr.
» blouse chemisier : 150 fr. ;

5. Les ouvrières doivent payer elles-mêmes les fournitures et le repassage.

Or, les façonneuses sont, en général, des femmes assez âgées, qui se déplacent difficilement et qui ne peuvent s'organiser. La direction en profite donc pour les exploiter cyniquement. En effet, une façonneuse qualifiée met seize heures pour faire une robe, huit heures pour un chemisier et une jaquette, ce qui ramène le salaire horaire à 23 francs de l'heure en moyenne. Aucune prime ne vient s'ajouter à cela.

Moi-même, à soixante ans, avec quarante ans de métier, je fais encore dix-neuf heures de travail dans ma journée, je n'ai aucune retraite en perspective et je suis sans cesse brimée par les bureaucrates de la maison.

Voilà d'où viennent les bénéfices des « Trois-Quartiers », qui refusent de payer les « 3.000 francs » ! Une fois de plus, il n'y a que les anarchistes pour protester contre cela. Je suis de tout cœur avec eux.

Mme BLANC.

Après avoir lu ce journal FAITES-LE CIRCULER !

Merci

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-9